

Boycott des négociations du plan contre les retraites, grève générale pour vaincre le gouvernement !

Le 17 décembre, le premier ministre a réaffirmé sa « *détermination totale* » à mettre en place le projet Macron de retraite à points qui conduira à un recul général des pensions des anciens travailleurs et à l'allongement du travail. Le 18 décembre, Macron a fait savoir qu'il « *n'abandonnera pas le projet, ne le dénaturera pas non plus, même s'il est disposé à l'améliorer, par le truchement des discussions avec les syndicats et au sein des établissements clé que sont la SNCF et la RATP* ».

Affichant clairement et ouvertement son objectif, le Premier ministre a convié les organisations syndicales, d'abord séparément le 19 décembre, puis ensemble le 20 décembre. Toutes les directions syndicales ont répondu présent, laissant ainsi toute la possibilité au gouvernement de manœuvrer à sa guise.

Le gouvernement, appelle, comme Le Pen, à l'arrêt des grèves dans les transports publics pour « la trêve de Noël ». Il ouvre des concertations par secteur en proposant des aménagements cosmétiques, dans le but de diviser les travailleurs et de casser la grève.

Sans surprise, le gouvernement a reçu l'appui à peine voilé des directions de la CFDT et de l'UNSA appelant à suspendre la grève. Cependant, les chefs de FO, de la CGT, de SUD, de la FSU négocient eux aussi l'application du projet Delevoye-Macron à la RATP, à la SNCF, à l'Éducation nationale. Autrement dit, les chefs syndicaux acceptent le projet.

Pourtant, la grève dure à la SNCF et à la RATP pour le retrait pur et simple. Mais le gouvernement espère qu'elle restera isolée et finira par refluer car les travailleurs des transports publics ne peuvent à eux seuls l'emporter.

Certes, le 5 décembre, le 10 décembre, le 17 décembre, les manifestations et les grèves ont été mas-

sives dans tout le pays. L'intersyndicale CGT-SUD-FO-FSU décrète le 19 décembre « *une nouvelle puissante journée de grève et de manifestations interprofessionnelles et intergénérationnelles le 9 janvier* ». Elle reçoit l'appui des PCF, LFI, LO, NPA, POI, UCL, POID...

Toujours pas d'appel à la grève générale, mais l'abandon de fait des grévistes de la RATP et de la SNCF, la poursuite des actions symboliques et

des journées d'action ! Le gouvernement n'a rien à craindre, il sait parfaitement que la succession des journées d'action n'a jamais permis à la classe ouvrière de gagner quoi que ce soit, pas plus hier qu'aujourd'hui et qu'elle sert de couverture à la négociation des attaques.

Dirigeants des syndicats, organisez immédiatement une caisse centrale et nationale de solidarité financière avec les grévistes !

Rompez avec le gouvernement, cessez de négocier son projet !

Le temps presse. Seul l'appel à la grève générale jusqu'au retrait peut rassembler en un bloc toute la classe ouvrière contre le gouvernement, convaincre les hésitants, bloquer tout le pays, rallier la jeunesse en formation, menacer le gouvernement.

Voilà ce qu'il faut imposer dans les syndicats, dans les assemblées générales démocratiques et souveraines, voilà le mandat des comités de grève qu'il faut élire, le mandat des délégués qu'il faut désigner pour organiser, coordonner et centraliser la grève générale, localement, régionalement et nationalement.

21 décembre 2019



REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Vaincre le gouvernement

Grève générale jusqu'au retrait du projet contre les retraites ! p. 2

Retraites : pour le capital, les travailleurs vivent trop vieux p. 6
Le gouvernement appelle à la déflation p. 9
Macron et Blanquer s'acharnent contre l'enseignement public p. 10
Blanquer, Jacob et Le Pen ne sont pas laïques, ils sont islamophobes p. 13
Economie mondiale : vers une nouvelle crise financière et économique p. 15
Chili : soulèvement de masse contre la vie chère p. 18
Canada : les élections fédérales d'octobre p. 20
Algérie : libération de tous les opposants p. 21
Autriche : les élections de septembre p. 22
1919 : la révolution hongroise (1) p. 24
Les urgences, symptôme de la crise de l'hôpital public p. 28

n° 37 décembre 2019 2 euros